

Armées françaises contestées en Afrique: Le nouveau «commandant pour l'Afrique» en visite en Côte-d'Ivoire



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Mardi 08 octobre 2024

Sommet de la Francophonie: «Bons» et «mauvais» putschistes; suite feuilleton du «coup d'État manqué» au Burkina; Sénégal: la situation se tend!



L'intégralité du dernier épisode de «Décrypter l'Afrique»... pour les abonnés Théophile Kouamouo est en compagnie de Fabrice Wuimo, journaliste pour Le Média, Geneviève Goetzinger, ancienne journaliste, présidente d'image, entreprise de conseil en stratégie politique et de communication; Seidik Abba, journaliste-écrivain, chercheur associé et président du Centre international d'études et de réflexions sur le Sahel (CIRES) et Wilfried Ekanga, essayiste et militant du MRC, parti d'opposition camerounais, qui s'exprime ici en son nom personnel. Au sommaire: Quelques mots sur le dernier sommet de la Francophonie, qui s'est achevé samedi dernier, et a vu la participation de la Guinée, du Gabon, et pas des pays de l'AES, donnant une fois de plus de la consistance à la théorie des «bons» et des «mauvais» putschistes

Dominique Ouattara réaffirme sa volonté à œuvrer pour le bien-être des enfants



Décès de Kambou Sié, Secrétaire de la FESCI, en prison? Faux!

Kambou Sié, SG de la FESCI est-il mort en prison? La revue de presse de ce lundi 7 octobre 2024 est dominée par la rumeur sur le décès en prison du SG de la FESCI. Selon les informations, Kambou Sié a plutôt piqué «une crise» en prison avant d'être évacué d'urgence. Sur ce sujet, le journal L'Avenir proche du Rhdp écrit «FESCI :



info@connectionivoirienne.net

Politique

Sommet de la Francophonie: «Bons» et «mauvais» putschistes; suite feuilleton du «coup d'État manqué» au Burkina; Sénégal: la situation se tend !



L'intégralité du dernier épisode de «Décrypter l'Afrique»... pour les abonnésThéophile Kouamou est en compagnie de Fabrice Wuimo, journaliste pour Le Média, Geneviève Goetzinger, ancienne journaliste, présidente d'imaGGe, entreprise de conseil en stratégie politique et de communication ; Seidik Abba, journaliste-écrivain, chercheur associé et président du Centre international d'études et de réflexions sur le Sahel (CIRES) et Wilfried Ekanga, essayiste et militant du MRC, parti d'opposition camerounais, qui s'exprime ici en son nom personnel.

Au sommaire : Quelques mots sur le dernier sommet de la Francophonie, qui s'est achevé samedi dernier, et a vu la participation de la Guinée, du Gabon, et pas des pays de l'AES,

donnant une fois de plus de la consistance à la théorie des "bons" et des "mauvais" putschistes...Le feuilleton de la tentative de coup d'État supposée au Burkina Faso, dans un contexte dans lequel les défenseurs des droits de l'homme multiplient les critiques... Le coup de chaud au Sénégal, avec une crispation de l'atmosphère politique à un peu plus d'un mois des législatives...Prévu, un sujet sur le Québec qui renonce à faire appel aux infirmiers de plusieurs africains a été reporté... faute de temps !... Abonnez-vous à Décrypter l'Afrique pour débloquer le reste. Devenez un abonné payant de Décrypter l'Afrique pour accéder à ce post et à d'autres contenus exclusifs aux abonnés

Campus universitaires: «L'opération de libération» Chambres et sites illégalement occupés a démarré au campus de Cocody



Lancée par le gouvernement, l'opération de libération des chambres illégalement occupées par les étudiants a débuté le samedi 5 octobre 2024 par le campus de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, en présence des responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et ceux du Centre Régional des Œuvres Universitaires (CROU). Pour la phase 1 de cette opération, ce sont les sites du campus ancien, campus INSET, campus 2000 A et B, et campus 2000-1B qui ont été visités. Les quatre bâtiments du campus 2000 -1A le seront ce dimanche 6 octobre avant que l'opération ne s'étende aux cités périphériques que sont les cités Mermoz, Rouge et de la Riviera 2. Au cours de cette opération, les sites illégalement occupés, notamment les marchés construits sans autorisation, ainsi que deux fumoirs et le siège de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), ont été détruits. « Comme vous le savez, à la suite de la découverte du corps sans vie de notre compatriote

Agui Mars Aubin, le gouvernement a pris un certain nombre de décisions dont la libération totale de tous les lits dans les résidences universitaires illégalement occupées. L'opération a commencé aujourd'hui à l'Université Félix Houphouët-Boigny au CROU A1 et va s'étendre sur toute l'étendue du territoire national », a expliqué le directeur des Œuvres Universitaires, de la Vie associative et du Genre (DOUVAG) au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Daouda Sidibé. Il a ajouté que « l'opération va durer toute la durée qu'il va falloir pour traiter toutes les cités universitaires. À la fin, toutes les statistiques seront communiquées ». Pour rappel, c'est le mercredi 02 octobre 2024 que le gouvernement a décidé, à titre conservatoire, d'interdire toutes les activités des associations syndicales estudiantines sur l'ensemble du territoire, en attendant les conclusions de l'enquête ouverte par la Police nationale.

CICG

Décès de Kambou Sié, Secrétaire de la FESCI, en prison ? Faux !

Kambou Sié, SG de la FESCI est-il mort en prison ? La revue de presse de ce lundi 7 octobre 2024 est dominée par la rumeur sur le décès en prison du SG de la FESCI. Selon les informations, Kambou Sié a plutôt piqué « une crise » en prison avant d'être évacué d'urgence. Sur ce sujet, le journal L'Avenir proche du Rhdp écrit « FESCI : Le désespoir d'une lutte », sur sa UNE ce lundi. Après son

arrestation et son incarcération, des rumeurs annonçaient çà et là que le secrétaire général de la FESCI, serait passé de vie à trépas. Selon le quotidien Soir Info, Kambou Sié a plutôt piqué « une crise » en prison avant d'être évacué d'urgence. Sur ce sujet, le journal L'Avenir écrit « FESCI : Le désespoir d'une lutte ... »

Par l'infodrome



Politique

Patrimoine historique (colonial): La Côte-d'Ivoire veut labelliser sa route des personnes mises en esclavage



Sous l'égide du ministère de la Culture et de la Francophonie, l'office ivoirien de patrimoine culturel (OIPC) a organisé un atelier de validation du formulaire de demande de labellisation par l'UNESCO, de la route ivoirienne des personnes mises en esclavage, le jeudi 03 octobre 2024, à son siège à Cocody-Angré dans la commune de Cocody. L'objectif de cet atelier est de finaliser et valider le formulaire de demande qui sera soumis à l'UNESCO. Ce document devra réitérer l'engagement collectif, la rigueur scientifique et la vision partagée pour la préservation de cette mémoire et du patrimoine culturel et historique. «La reconnaissance de cette route en Côte d'Ivoire des personnes mises en esclavage est un motif de fierté qui suscite en chaque ivoirien le sentiment du devoir accompli envers notre histoire », a expliqué l'inspecteur général Kouamé William Jacob, représentant la ministre Françoise Remarck. Avec l'Inter

Le tunnel de non retour Sassandra
Le tunnel de non retour Sassandra
Esclavage : En Côte-d'Ivoire le réveil de la mémoire
Ce mois de juillet marque le temps fort de la commémoration en Côte d'Ivoire de l'Histoire de l'es-

clavage, point de départ du projet « La route de l'esclave ». Kanga-Gnanzé, situé à une centaine de kilomètres au nord d'Abidjan, est un lieu sacré pour les Ivoiriens. C'est ici que furent acheminés depuis le nord et l'est du pays des milliers d'esclaves. C'est aussi là que nombre d'entre eux ont été vendus. Une stèle en leur mémoire vient d'être inaugurée ce 6 juillet par les autorités ivoiriennes avec le concours de l'ancien président béninois Nicéphore Soglo, du champion du monde de football français Lilian Thuram et de l'historien congolais Elikia M'Bokolo. Il entre dans le cadre du projet de l'Unesco « La route de l'esclave », lancé en 1994 et qui recense des lieux historiques de passage des esclaves dans divers pays africains. Mais le pays, associé à d'autres États africains, veut aller plus loin afin que l'histoire de l'esclavage soit mieux enseignée en Afrique aux jeunes générations.

Un lieu au croisement de la mémoire africaine
« Il reste beaucoup de recherches à faire ici et ailleurs dans le pays sur l'esclavage », explique Aka Kouame, historien à l'université Félix-Houphouët-Boigny et à la tête d'une équipe pluridisciplinaire recensant les sites liés à l'esclavage en Côte d'Ivoire. « Les autorités ivoiriennes veulent faire

émerger des études sur le sujet. Cette stèle c'est une bonne chose pour qu'on se souvienne », ajoute-t-il. Toutefois, la cérémonie était peut-être, « comme dans d'autres lieux au Togo (...), destinée à dompter les esclaves pour les rendre plus dociles avant le départ, mais cela reste à démontrer », précise le professeur Aka Kouame. La traite négrière atlantique (Anglais, Français, Hollandais, Portugais et Américains) a déporté entre 1450 et 1860 vers les plantations des Amériques et des Antilles 11 millions d'Africains, essentiellement originaires d'Angola, de Haute

Guinée, de Sénégal et du Bénin. En plus des deux autres traites orientale et africaine.

Esclavage en Afrique : mémoire et histoire enfin réconciliées ? La cérémonie dite de purification par l'eau dans ce ruisseau sacré de Kanga (esclave)-Gnanzé (eau) a réuni de nombreux Ivoiriens et des délégations d'Afro-Américains et d'Antillais qui se sont découverts, à partir de tests ADN, une ascendance africaine. « On convoyait des captifs du nord, du sud, de l'est, de l'ouest. Lieu historique, lieu de mémoire, ici gronde encore la mémoire de la détresse. À vous, les descendants d'esclaves africains, acceptez la symbolique de nos regrets. Pardon, pardon et pardon », a lancé le ministre de la Culture. « Les esclaves arrivaient ici fatigués et cette purification leur donnait de la force, de la résistance pour continuer à vivre », explique Aubin Kouassi Yapi, 34 ans, son fils d'un an et demi sur les genoux. Il tient l'histoire de son grand-père et promet de la raconter à son fils.

Aujourd'hui, les villageois sollicitent régulièrement quand leurs « enfants doivent passer des examens » ou ont des « souhaits à exaucer », explique Claude Nguessan Nguessan, agriculteur du village. La cérémonie a eu lieu en présence de nombreuses personnalités dont l'ancien président béninois Nicéphore Soglo, le champion du monde de football français Lilian Thuram et l'historien congolais Elikia M'Bokolo. © Issouf Sanogo

La cérémonie a eu lieu en présence de nombreuses personnalités dont l'ancien président béninois Nicéphore Soglo, le champion du monde de football français Lilian Thuram et l'historien congolais Elikia M'Bokolo. Issouf Sanogo

« C'est incroyable. Je travaillais avec la Côte d'Ivoire depuis deux ans avant d'apprendre que les tests ADN me liaient à ce pays ! » raconte Kelley Page Jibrell, entrepreneuse dans le secteur du beurre de karité, originaire de Washington. Au départ, elle refusait les tests ADN parce qu'elle voulait rester sur une « identité panafricaine », mais elle n'a pas résisté au fait de « vouloir connaître ses racines », dit-elle aux côtés de son fils Aden, âgé de 6 ans. « Alleluia », crie-t-elle, émue, après son passage au cours d'eau.

«C'est un honneur. Après tous ces siècles, ces générations, nos sangs et nos esprits sont toujours connectés. Mon cœur me semble différent. Il bat très fort, lentement. Il y a un sentiment d'apaisement.»

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous



Politique



Dominique Ouattara réaffirme sa volonté à œuvrer pour le bien-être des enfants

La Première Dame, Madame Dominique Ouattara a parrainé la cérémonie marquant la célébration officielle de la 23e édition de la Journée Mondiale contre le Travail des Enfants (JMTE), le jeudi 26 septembre 2024, à l'espace Latrille Events des Deux Plateaux. Cette 23e journée de la JMTE instituée depuis 2002 par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a été placée sous le thème : « Respectons nos engagements, mettons fin au travail des enfants ! ». La cérémonie de commémoration de cette journée a enregistré la présence de plusieurs personnalités politiques, administrations, des acteurs et partenaires engagés dans la lutte contre le Travail des Enfants et bien d'autres personnalités. Madame Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire et Présidente du Comité National de lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants (CNS), a profité de cette célébration pour réaffirmer son engagement à œuvrer pour le bien-être des enfants et la défense de leurs droits. « Je souhaiterais exprimer à l'endroit de tous les enfants vivant en Côte d'Ivoire, ma ferme volonté de continuer d'œuvrer pour leur bien-être, ainsi que pour leur droit à l'éducation et à la santé », a rappelé Madame Dominique Ouattara. La Première Dame a rappelé que sa priorité demeure la protection des enfants contre toutes les formes de violence. Aussi, l'épouse du Chef de l'Etat s'engage à mener jusqu'au bout le combat de la défense des droits des enfants. « Ma priorité reste de les protéger contre les violences sous toutes leurs formes. C'est pour chaque enfant de Côte d'Ivoire que je me suis engagée à lutter pour que la traite, l'exploitation et le travail des enfants ne soient plus des obstacles à leur épanouissement. Je mènerai jusqu'au bout ce combat, avec l'aide de tous nos partenaires ici présents, afin d'offrir à nos enfants, l'opportunité d'un avenir meilleur », a réaffirmé la Première Dame.

Bien avant, Madame Dominique Ouattara a relevé les perspectives encourageantes des données statistiques sur la situation du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire. En effet, citant l'analyse comparative des données des enquêtes à indicateurs multiples (MICS) et de l'enquête démographique et de santé (EDS), la Première Dame a révélé que la Côte d'Ivoire a enregistré une baisse significative du taux de prévalence national du travail des enfants entre 2012 et 2021 passant de 39% à 21,6%, soit une baisse de 18 points de pourcentage. En outre, dans le secteur spécifique du cacao, selon l'étude de NORC de l'Université de Chicago, réalisée en 2019, le travail des enfants a été réduit de 32% entre 2014 et 2019, dans les communautés productrices de cacao qui ont bénéficié d'actions intensives de remédiation. Pour Madame Dominique Ouattara, ces résultats démontrent que les actions intensives de sensibilisation et de remédiation que mènent tous les acteurs de l'écosystème national de lutte contre le travail des enfants, ont un impact réel sur la réduction du phénomène en Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, elle a tenu à remercier les acteurs impliqués dans la lutte avec une note une mention spéciale à l'entreprise Hershey, qui vient de finaliser la construction de huit écoles intégrées, avec maternelle, cantine, forage, énergie solaire et équipements complets, ainsi que des kits scolaires pour les élèves. « Je les félicite et encourage tous nos autres partenaires à en faire de même, pour le plus grand bonheur de nos enfants », a-t-elle exhorté.

Le travail des enfants : la tendance en baisse en Côte d'Ivoire

Me Adama Kamara, Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, par ailleurs, Président du Comité Interministériel de lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants (CIM) a salué l'engagement de la Première Dame dans la lutte contre le Travail des Enfants. Pour ce dernier, c'est cet engagement au plus haut



niveau qui a permis à la Côte d'Ivoire d'enregistrer des résultats salués par le monde entier. Le Président du CIM a ensuite, traduit l'engagement de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le Travail des Enfants. Il a révélé que les activités de proximité et de sensibilisation de cette édition de la JMTE se sont déroulées dans les régions du Cavally et de la Nawa en raison des fortes migrations de producteurs de cultures de rente notamment le cacao que ces deux régions ont enregistré ces dernières années. Le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale s'est ensuite réjoui que la lutte contre le phénomène du Travail des Enfants soit une réalité en Côte d'Ivoire. « Dans sa politique de lutte contre le travail des enfants, la Côte d'Ivoire a fait le choix d'une approche humaniste basée sur des stratégies d'intervention ciblées et sur la participation inclusive et collaborative de l'ensemble des parties prenantes », a-t-il partagé. Au titre de ces mesures, Me Adama Kamara a cité entre autres, la mise en œuvre d'une politique de protection sociale inclusive à travers le déploiement de la Couverture Maladie Universelle (CMU) pour soigner les populations à moindre coût et du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) pour leur permettre d'avoir un revenu de remplacement à la retraite. Madame Mariana Stirbu, représentante Adjointe d'UNICEF, a salué les avancées de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le Travail des Enfants. En effet, selon cette dernière, le pays est sur la bonne voie pour l'éradication du phénomène,

car contrairement à l'ensemble du monde, les chiffres sont sensiblement en baisse dans le pays. Monsieur Jean-Marie Kagabo, spécialiste principal des principes et Droits fondamentaux au Travail, représentant de Madame Ndeye Coumba Diop, Directrice du bureau-pays de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a remercié la Première Dame pour son leadership dans le combat contre le Travail des Enfants. Monsieur Jean-Marc Yacé, Maire de la commune de Cocody, a lancé un appel à l'action commune des différents acteurs contre ce phénomène. Il a remercié la Première Dame et le Gouvernement pour les différentes mesures adoptées pour l'éradication du phénomène.

L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email: info@connectionivoirienne.net. com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipe info@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly: Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



La Côte-d'Ivoire appelle au dialogue entre l'OIF et les pays de l'AES



Alors que les leaders de l'AES ont pris le destin de leurs pays en main et décidé de se libérer de l'ingérence de Paris, la Côte d'Ivoire souhaite apparemment qu'ils repassent sous contrôle français. Le régime Ouattara démontre une fois de plus qu'il est un pion de Paris dans la région.

La France considère la Côte d'Ivoire comme un pilier essentiel pour maintenir sa présence au Sahel face à la montée en puissance du sentiment anti-français et sa sortie militaire humiliante de la région. La Côte d'Ivoire a besoin d'un changement de régime si le peuple ivoirien souhaite sortir du néocolonialisme français qui dure depuis plusieurs décennies. L'AES est un modèle de souveraineté et du développement.

Luka Malle La Côte d'Ivoire souhaite que l'OIF ouvre un dialogue avec le Mali, le Burkina et le Niger. La Côte d'Ivoire encourage l'Organisation internationale de la Francophonie à ouvrir un dialogue avec le Mali, le Burkina Faso et le Niger, actuellement suspendus de l'institution. C'est ce que déclare sur RFI Française Remarck, ministre ivoirienne de la Culture et de la Francophonie, à l'occasion du XIXe sommet de l'OIF, à Paris. La secrétaire générale de l'organisation a dit vendredi aux trois États sahéliens que sa main était tendue. Ce samedi, la ministre s'en félicite.

RFI : Mme la ministre, que fait la Côte d'Ivoire pour la Francophonie ?

Françoise Remarck : Comme vous le savez, la Côte d'Ivoire fait partie des pays fondateurs de la Francophonie. Dans les années 1970, la Côte

d'Ivoire a rejoint assez rapidement la Francophonie, et c'est pour cela qu'elle y tient une place assez importante. Elle est la quatrième locuteur. Elle est actuellement présente à plusieurs niveaux, puisque la Côte d'Ivoire est aujourd'hui à la présidence de la conférence des ministres de la Francophonie, mais aussi à la tête du comité d'adhésion des nouveaux membres, un comité quand même extrêmement important quand on voit aujourd'hui la volonté et la transformation qui est en train d'être faite par la secrétaire générale, Louise Mushikiwabo. Et le président de la République (Alassane Ouattara, NDLR) est aussi très actif au niveau de la Francophonie. Récemment, une contribution volontaire a été apportée pour accompagner justement le travail de transformation que fait la secrétaire générale de la Francophonie. Dans la Francophonie, beaucoup sont surpris par la réintégration de la Guinée, alors que deux figures de la société civile ont disparu depuis trois mois dans le pays. Qu'est-ce que vous en pensez ? L'espace francophone avait pour habitude de suspendre systématiquement les pays dans lesquels il y avait une rupture dans l'approche démocratique. Ça a été le cas avec le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Mais justement, la Francophonie prône aussi des valeurs autour du dialogue, autour de l'écoute, autour de la médiation. Un mécanisme de suivi a été mis en place pour ne pas fragiliser les populations, notamment, qui sont aussi impactées par ces crises, il ne faut pas l'oublier. Et c'est à l'issue de ces sanctions que l'espace francophone a réfléchi à une autre approche, avec la mise en place de cet espace

de suivi, d'évaluation, et pourquoi pas de main tendue, à travers bien sûr la volonté des États de souhaiter réintégrer, et de souhaiter aussi être en accord avec ces mécanismes de réintégration. Ça a été le cas de la Guinée qui, dès le départ, a fait une approche avec la présence du ministre guinéen. Ce dernier a démontré la volonté guinéenne de s'inscrire dans cette volonté démocratique, avec des éléments très concrets. Et notamment une nouvelle Constitution. Mais l'espace francophone ne donne pas pour autant un blanc-seing, ce mécanisme permet une évaluation tous les six mois. Donc oui, la Guinée a été réintégrée, félicitée. Il n'en demeure pas moins que la Guinée sera suivie pendant six mois avec des critères à respecter. Et on espère que ces critères seront respectés, pour qu'il n'y ait pas d'autre sanction. Trois autres pays d'Afrique de l'Ouest restent suspendus de la Francophonie, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Vous

dialoguez avec eux ? Ou tous les ponts sont-ils coupés ? Hier (vendredi, NDLR), la secrétaire générale l'a indiqué, elle souhaite que la porte reste totalement ouverte. Vous savez que le président de la République est très attaché aux valeurs autour du dialogue. La Côte d'Ivoire, d'ailleurs, abrite un grand nombre de ressortissants du Burkina, du Mali. La Côte d'Ivoire abrite aujourd'hui des réfugiés. Elle inscrit des élèves qui, aujourd'hui, sont obligés de venir en Côte d'Ivoire, du fait de la crise. Donc, elle est vraiment très attachée à toute cette approche autour du dialogue. Et je pense que la secrétaire générale, hier dans son discours, a ouvert cette porte au dialogue. La main est tendue, et on espère que ces pays profiteront de cette opportunité pour répondre à cette

RFI

**Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous**



Droits d'Accès à l'information publique 2024: Les enjeux et défis



L'ouverture officielle de la première édition des Journées des Droits d'Accès à l'information publique (JDAIP-Abidjan 2024), le jeudi 26 septembre 2024 à Abidjan-Plateau, a été marquée par une conférence inaugurale prononcée par la Pr Pélégie Théoua N'Dri, professeure titulaire de Droit public à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, sur les enjeux et défis de l'accès à l'information. Pr Pélégie Théoua N'Dri a articulé sa présentation autour de deux idées majeures. À savoir, l'accès à l'information comme une composante clé de la démocratie et du développement social. Et l'accès à l'information comme le creuset de plusieurs défis à relever.

Pour la conférencière, l'accès à l'information est essentiel pour que les citoyens puissent exercer pleinement leurs droits civiques, socio-politiques et environnementaux, fondement de la démocratie participative. « Le jeu politique en réalité, c'est la bataille de l'information », a-t-elle soutenu. Pr Pélégie Théoua N'Dri a aussi fait savoir que l'accès à l'information est un moyen de consolidation du développement social car l'accès à l'information sur l'environnement, sur les dépenses publiques, sur la santé, l'éducation, l'emploi et d'autres sujets pertinents constitue un

facteur de consolidation de la cohésion sociale : « Une meilleure information permet à la société civile, aux médias et au secteur privé de prendre des décisions fondées sur une meilleure connaissance des réalités afin de mener des activités de recherche ou de développement ciblé. L'accès à l'information permet aux différentes couches de la société de devenir des acteurs du développement et de la bonne gouvernance ». Quant aux défis à relever en matière d'accès à l'information, Pr Pélégie Théoua N'Dri a relevé qu'ils sont d'ordre juridique, structurel, technologique, financier et éthique. Pour elle, la célérité des prestations et la numérisation des bases de données deviennent des impératifs et les méthodes de production de l'information se doivent d'être adaptées et de qualité. Elle a dit que les défis demandent une combinaison de mesures législatives, d'éducation des citoyens, de régulation, des nouvelles technologies et de collaboration entre les différents acteurs de la société. Une protection des données personnelles et sensibles, le sens du service public de qualité, le sens du devoir de se former et d'être bien informé devraient être des valeurs partagées pour éviter la désinformation. CICC

La 6^è édition du Marathon international d'Abidjan se déroulera le 15 novembre 2024



La 6^è édition du Marathon international du District d'Abidjan, va se dérouler le 15 novembre 2024, avec un accent particulier sur la participation des personnes à mobilité réduite. Selon Victor Yapobi Junior, coordonnateur général, l'objectif est de faire de ce marathon, la vitrine sportive de la Côte d'Ivoire et l'un des plus importants au niveau de la sous-région ouest africaine. Cette année, plus de 20 000 marathoniens sont attendus sur les circuits de 3, 10, 21 et 42 km.



Politique

«Affaire de coup d'État déjoué au Bénin»: NSIA banque CI apporte des clarifications



Dans un contexte tendu suite aux récentes révélations concernant un coup d'État déjoué au Bénin, Nsia Banque Côte d'Ivoire a réagi avec transparence et responsabilité. Dans un communiqué publié le 26 septembre 2024, signé Jean Kacou Diagou, Président du Groupe NSIA, le Groupe NSIA a clarifié les faits évoqués par le Procureur spécial Mario Metonou, qui mentionnait un compte bancaire lié à la Garde Républicaine du Bénin. Nsia Banque a fermement démenti l'existence d'un tel compte dans ses livres. En revanche, la banque a confirmé qu'un contrat d'assurance « NSIA PRESTIGE » avait été souscrit par le Commandant de la Garde Républicaine

depuis le 9 juillet 2024, pour un montant de 55 millions de francs CFA. Dans un esprit de collaboration, la banque a décidé de transmettre tous les justificatifs relatifs à ce contrat aux autorités judiciaires, afin de contribuer à la manifestation de la vérité. Ce positionnement témoigne de l'engagement de Nsia Banque à soutenir la justice et à préserver son intégrité dans un contexte de confiance. En somme, Nsia Banque Côte d'Ivoire réaffirme sa volonté de rester un acteur responsable et transparent dans le paysage bancaire, tout en faisant preuve de diligence face à des accusations infondées. Un coup d'État était prévu au Bénin le 27 septembre 2024.

Selon Mario Metonou, Procureur spécial, le ministre Oswald Homeky aurait tenté de convaincre le commandant de la Garde républicaine, responsable de la sécurité du chef de l'État, d'agir pour son propre compte et pour celui de l'homme d'affaires Olivier Boko. Ce plan aurait impliqué un financement de plus d'un milliard de francs CFA destiné au commandant pour orchestrer le coup d'État. Les deux hommes, ainsi que le commandant Tévoédjrè, ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire. Toutefois, le commandant de la Garde républicaine a nié avoir accepté l'argent. Après son audition, il a été relâché.

Par Salif D. Cheickna

Adiaké/ Le Général Tibé Bi et le Contre-amiral Ronald Foy veulent renforcer le partenariat entre forces spéciales américaines et ivoiriennes



Le Contre-amiral Ronald Foy a rencontré le Général Ekman, représentant du commandement mi-

litaire américain pour l'Afrique s'est rendu en Côte d'Ivoire pour renforcer le partenariat stratégique entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire en matière de défense, tout en évaluant les avancées de leur coopération bilatérale. (...) Une équipe de formation de l'armée américaine travaille avec les FACI-Forces Armées de Côte d'Ivoire à Ségoula pour renforcer les compétences tactiques des unités de l'armée ivoirienne. À travers des exercices pratiques, la formation met l'accent sur l'amélioration de la communication, de la coordination et des mouvements stratégiques pour des opérations conjointes plus efficaces. Ces compétences essentielles contribuent à renforcer la sécurité et à faire de la Côte d'Ivoire un pays plus sûr et prospère.

U.S. Embassy Abidjan

Armées françaises contestées en Afrique: Le nouveau « commandant pour l'Afrique » en visite en Côte-d'Ivoire



Les Forces Armées Françaises sont depuis peu dotées d'un commandement pour l'Afrique, basé à Paris. Le tout premier patron de ce commandement est le Général Pascal Lanni, qui a pris ses fonctions depuis août à la direction du Commandement pour l'Afrique. L'ancien porte-parole du chef d'état-major des Forces Armées françaises est actuellement de passage en Côte-d'Ivoire, où il est venu expliquer les missions de son « Commandement ». Le Général français a eu une séance de travail avec le CEMA ivoirien, le Général Lassina Doumbia. Le « Commandement français pour l'Afrique » est créé à un moment où la France est forcée par les opinions africaines de battre en retraite. Les troupes françaises ont été durant ces dernières années contraintes de quitter la Centrafrique, le Mali, le Burkina et le Niger. La France est sur le point de réduire au strict minimum ses troupes au Sénégal. En Côte-d'Ivoire, un pays dont le régime est très proche de Paris, les Français doivent faire, depuis peu, avec la concurrence de l'armée américaine qui s'installe dans le nord du pays. Même là encore, la tendance est à la réduction des effectifs, face à une opinion hostile en grande majorité à toute présence militaire française dans le pays depuis les événements de novembre 2004.

#AGD



Politique

Le cadeau de Laurent Gbagbo à Chirac



La Côte d'Ivoire préside la 82ème session plénière du comité consultatif international du Coton



Selon un article d'Abdoulaye Willard Sanogo publié dans « Notre Voie » du 14 septembre 2011, après Mamadou Koulibaly et d'autres qui avaient conseillé à Laurent Gbagbo de ne financer aucun homme politique français, Laurent Dona Fologo aurait demandé au président de « cracher au bassinet ». Pour mieux convaincre le président de la République, Fologo aurait alors avancé les arguments suivants: 1) C'est une tradition « franc africaine » de financer les hommes politiques français avec l'argent des contribuables africains, même si, en France, on qualifie les pays africains de pauvres; 2) un tel « cadeau » attendrait et désarmerait le cœur de Jacques Chirac qui au départ ne voulait pas reconnaître la victoire de Laurent Gbagbo face au général Robert Gueï en octobre 2000. J'ajouterais que la droite française, la famille politique de Chirac, n'avait de respect et de considération que pour le

président Houphouët-Boigny dans notre pays, pour des raisons que chacun peut aisément deviner et qu'il n'est pas nécessaire de rappeler ici. Le premier problème que pose le cadeau de 3 millions de dollars, c'est qu'il a été fait sans l'accord du peuple. Or la démocratie est « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». La cohérence avec les valeurs auxquelles on croit et le respect du peuple qu'on dit être souverain exigeaient donc que les Ivoiriens soient consultés sur cette affaire et que leur avis soit pris en compte. La leçon qui se dégage de cette histoire, et c'est le second point que je voudrais aborder, c'est que les Chirac, de Villepin, Sarkozy et autres ignorent ce qu'on appelle reconnaissance et sincérité. Faire du mal à un Noir qui a été généreux ou bon avec eux n'est pas un problème pour eux. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas d'amis, parce que l'argent est le dieu qu'ils adorent, parce qu'ils sont sans cœur, parce

qu'ils sont insatiables (quand vous leur donnez un doigt, c'est de tout votre bras qu'ils finiront par s'emparer). Fologo et Gbagbo ont été naïfs de penser que Chirac collerait la paix au second après le fameux cadeau. Gbagbo aurait dû écouter Koulibaly et non Fologo. Opposant, Laurent Gbagbo avait condamné ces financements occultes qui représentent un considérable manque à gagner pour la population. Par conséquent, il aurait dû se garder d'agir comme les Bongo, Mobutu, Sassou Nguesso, Houphouët et Compaoré. Ceux qui dirigeront le pays demain doivent apprendre des erreurs de leurs prédécesseurs. Par dessus tout, ils doivent savoir qu'il n'est jamais bon de faire des choses dans le dos du peuple et que le diable finit par exposer ceux qui croient traiter avec lui en secret.
Jean-Claude Djéréké

Dans le cadre de ses réunions statutaires, le Comité Consultatif International du Coton (ICAC) tient en hybride la 82ème session de son conseil et de ses Organes subsidiaires du 29 Septembre au 03 Octobre 2024 à Tachkent- Ouzbékistan sous la présidence de SEM Aly TOURE, Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales des Produits de Base. Cette plénière dont le thème est : « Des partenariats mondiaux pour promouvoir l'innovation dans les chaînes de valeur du coton et du textile » sera une occasion pour les participants de la chaîne de valeur du Coton d'aborder les sujets tels : la performance sociale, environnementale et économique de la production de coton, la normalisation commerciale des essais aux instruments du coton, traçabilité et transparence : l'instauration de la confiance grâce à la numérisation, l'autonomisation des femmes et comment combler l'écart entre les genres dans l'industrie du coton, l'impact des événements mondiaux sur les prix des matières premières, et enfin l'évaluation du potentiel de la culture régénératrice du coton pour capturer et stocker le carbone et atténuer le changement climatique. Enfin, il y aura la réunion du Comité consultatif du secteur privé. Fait à Londres le 30 Septembre 2024. Service de Communication de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire Auprès des Organisations Internationales de Produits de Base



Zouglou: La Première Dame a reçu les membres du Groupe Révolution



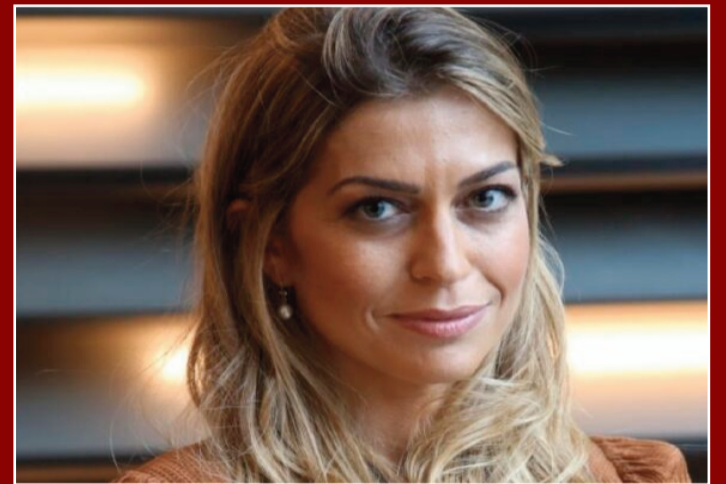
Ce mardi 10 septembre 2024, Madame Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire, a reçu en audience les membres du célèbre groupe de Zouglou, Révolution, à son Cabinet de Cocody. La délégation était composée de Prométhée, lead vocal du groupe de son vrai nom Koué Fouelo Xavier Martial, Patrick Zokora et enfin Odjé Nadraud Prince Ismaël, chef du groupe plus connu sous le diminutif de Isso. Ils étaient également accompagnés de M. Joseph Krasso, leur manager général. Cette rencontre a été marquée par des échanges riches sur l'évolution de leur carrière musicale, ainsi que les motivations qui ont conduit le

groupe à sortir leur chanson emblématique « Débout », dédiée au soutien des Éléphants de Côte d'Ivoire lors de la CAN 2023. Durant l'audience, le groupe a partagé avec la Première Dame les raisons qui les ont poussés à créer cette œuvre musicale, devenue un hymne pour galvaniser la nation ivoirienne autour de son équipe nationale. Ils ont également évoqué les défis rencontrés tout au long de leur parcours, ainsi que leur désir de continuer à porter haut les couleurs du Zouglou à l'échelle nationale et internationale. Madame Ouattara a salué leur contribution à la culture ivoirienne et a exprimé sa gratitude pour leur engagement à travers la

chanson « Débout », qui a rassemblé et uni le peuple ivoirien. Elle a aussi mis l'accent sur l'importance de leur soutien aux actions sociales, notamment celles menées par la Fondation Children Of Africa. Le Groupe Révolution a réitéré sa disponibilité à accompagner les initiatives de la Fondation, en particulier celles visant à améliorer les conditions de vie des enfants et des populations démunies. Cette audience témoigne du lien étroit entre culture et solidarité sociale, et souligne l'importance de l'implication des artistes dans les causes humanitaires.

Cabinet de la Première Dame

Kim Younes Charbit, nouvelle PDG de TV5 Monde et la question de l'actionnariat africain



(Agence Ecofin) – Le 27 mai, le président de TV5Monde Yves Bigot démissionnait, laissant en suspens la question de l'entrée de 7 pays africains au capital du groupe. Le positionnement de son successeur sur le sujet devrait se dessiner dans les semaines à venir. Selon plusieurs médias français, la nomination de Kim Younes Charbit à la présidence de TV5Monde sera proposée le 2 octobre au Conseil d'administration du groupe. Si sa nomination est approuvée, une des questions importantes sur lesquelles elle devra se pencher est celle de l'entrée de 7 pays africains dans l'actionnariat de la chaîne francophone. Considérant la large proportion d'audience générée en Afrique par cette dernière, soit plus de 50 millions de ses 64 millions de téléspectateurs hebdomadaires (environ 78%), l'ex-PDG Yves Bigot était en effet favorable à l'intégration du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la République Démocratique du Congo, de la République du Congo, du Gabon et du Cameroun à son capital. Actuellement pourvu par la France, la Suisse, le Canada, le Québec, la Principauté de Monaco et la Fédération Wallonie-Bruxelles, le budget annuel de TV5Monde finance des contenus diffusés gratuitement en Afrique. L'entrée des pays africains cités dans son actionnariat permettrait que le continent participe également à ce financement. Plusieurs réserves sont néanmoins émises concernant des tendances autocratiques dans certains des pays concernés, dont certains observateurs craignent qu'ils puissent influencer le positionnement éditorial de la chaîne. Pour rappel, Kim Younes Charbit fût directrice du département marketing, innovation et communication de M6, de 2008 à 2019. Elle fût aussi DG de BFM Business.

Servan Ahougnon

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous



Yopougon - Bictogo ouvre les sentiers de la victoire de son parti en 2025 - Ce qu'il a dit au cours d'un séminaire du Rhdp



M. Adama Bictogo, maire de la commune de Yopougon et Coordonnateur principal du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) dans ladite commune, a organisé, le dimanche 29 septembre 2024 à l'Institut de la Sotra au quartier Andokoi, un séminaire de réflexion pour l'ensemble de l'encadrement politique. Adama Bictogo voulait ainsi impliquer les coordinations, les comités de base et les structures spécialisées dans la recherche de stratégies pour une victoire incontestable du parti présidentiel lors des futures élections. «**Quelles stratégies pour une victoire écrasante du RHDP aux élections présidentielles et législatives de 2025**», tel était le thème autour duquel, l'encadrement politique du RHDP à Yopougon a mené la réflexion. Un séminaire qui répond, selon les organisateurs, aux adages qui disent que : «**quiconque veut aller loin, ménage sa monture**» et : «**un militant mal formé est un danger pour son parti politique, mais aussi son pays** ». A cette occasion, Adama Bictogo a souligné que cette séance de formation obéissait à un planning de travail. Ainsi, ce séminaire va permettre de faire un diagnostic de la situation réelle dans laquelle se trouve le parti dans la commune de Yopougon. «**Chaque projet doit obéir à chaque fois sur l'état des lieux. Car un projet comme un parti politique est dynamique et nous**

devons prendre en compte des situations nouvelles », a-t-il justifié la tenue de ce séminaire. **M. Bictogo a affirmé qu'à Yopougon, des objectifs leur ont été assignés par le Président de la République. Il s'agit d'une part de gagner la présidentielle de 2025 et d'autre part de remporter les législatives qui s'en suivraient. « Il s'agit donc d'objectifs qui sont et à partir de ce moment, il nous revient de trouver sur le terrain, la démarche pour y arriver », a affirmé le maire de Yopougon.** Ce séminaire est, selon lui, l'occasion d'élaborer cette démarche qui sera d'une part de définir les moyens dont le parti a besoin et d'autre part désigner les hommes et femmes pour atteindre les objectifs.

LE PRÉSIDENT OUATTARA, LE MEILLEUR ATOUT POUR UNE VICTOIRE SANS AMBAGES

Pour M. Bictogo, le séminaire doit s'assurer de la consolidation des forces du parti, mais aussi de l'amélioration de leurs faiblesses dans la commune. « Il s'agit donc d'un séminaire qui nous projette vers 2025. Mais en tout état de cause, la victoire pour nous, elle est établie. Mais nous voulons d'une victoire qui ne souffre d'aucune contestation comme cela a été le cas aux municipales. Et nous allons gagner parce que nous avons le bilan pour nous et parce qu'on a un

cheval hors catégorie qui s'appelle Alassane Ouattara », a-t-il professé.

Pour Adama Bictogo, le RHDP se trouve dans une dynamique et un allant auquel il ne reste plus pour accompagner la victoire, que des militants qui se mettent en ordre de bataille. « Comme vous le savez, Yopougon c'est près de 9% de la population électorale en Côte d'Ivoire. Gagner Yopougon, c'est déjà un avance significative. Et nous devons assurer nos militants, nos sympathisants et le Président Alassane Ouattara que Yopougon, c'est déjà gagné », a conclu M. Bictogo.

Il faut dire que pour mener à bien ce séminaire du 29 septembre 2024, le comité scientifique dirigé par la Sénatrice Mama Ouattara l'a organisé autour de quatre (4) ateliers. Ces ateliers sont les suivants : Atelier 1 : Implantation des instances du parti dans la commune de Yopougon ; Atelier 2 : Animation du parti à Yopougon ; Atelier 3 : Bonne maîtrise du processus électoral ; Atelier 4 : Elargissement de la base électorale. Lors de ce séminaire, le comité scientifique a opté pour un travail inclusif et participatif afin de mettre en exergue l'état du parti à Yopougon et de proposer un plan d'orientation stratégique opérationnel.

Sercom

Après l'assassinat de Nasrallah QUI pour lui succéder à la tête du Hezbollah ?



Nasrallah était à la tête du Hezbollah depuis 1992. Son assassinat laisse un vide majeur dans la direction du groupe qui sera difficile à combler. L'assassinat du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, laisse un vide au sein d'un mouvement dont une grande partie de ses dirigeants ont déjà été décapités à la suite de mois d'assassinats israéliens. Mais la mort de Nasrallah vendredi soir, lors d'une attaque massive israélienne dans le sud de Beyrouth, marque non seulement la disparition d'une figure de proue, mais celle de l'homme qui incarnait le mouvement chiite libanais aux yeux de ses partisans et de la région dans son ensemble. Nasrallah est devenu secrétaire général du Hezbollah en 1992, alors qu'il avait la trentaine, et il a dirigé le mouvement pendant la majeure partie de son existence. Trouver un remplaçant d'une stature similaire sera difficile pour le Hezbollah, car il anticipe la poursuite des attaques israéliennes et même une éventuelle invasion terrestre du sud du Liban. Il existe cependant deux personnalités de premier plan qui seraient en lice pour succéder à Nasrallah : Hashem Safieddine et Naim Qassem. Voici ce que vous devez savoir à leur sujet. Chef du conseil exécutif du Hezbollah et cousin de Nasrallah, Safieddine est largement considéré comme étant en pole position pour devenir le prochain secrétaire général du mouvement. Né en 1964 dans le village méridional de Deir Qanoun en-Nahr, près de Tyr, Safieddine a étudié la théologie avec Nasrallah dans les deux principaux centres d'enseignement religieux chiite, la ville irakienne de Najaf et Qom, en Iran. Tous deux ont rejoint le Hezbollah dès les débuts de l'organisation. Safieddine est issu d'une famille chiite respectée qui a produit des érudits religieux et des parlementaires libanais, tandis que son frère Abdullah est le représentant du Hezbollah en Iran. Safieddine a ses propres liens étroits avec l'Iran ; son fils, Redha, est marié à la fille de Qassem Soleimani, le plus haut général iranien tué lors d'une frappe américaine en 2020.

Outre son rôle de direction du conseil exécutif, Safieddine est également un membre important du Conseil de la Choura du groupe et le chef de son Conseil djihadiste. Cette importance a fait de lui un ennemi des adversaires étrangers du Hezbollah. Les États-Unis et l'Arabie Saoudite ont désigné Safieddine comme terroriste et gelé ses avoirs. Cet homme de 71 ans est le secrétaire général adjoint du Hezbollah et a souvent été qualifié de « numéro deux » du mouvement.



Politique

@

Jncc 2024 - Les producteurs attendent les 60 % du prix Caf promis par le gouvernement malgré le discours flatteur d'Adjoumani



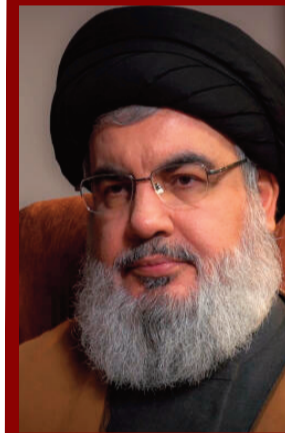
Les 9e journées nationales du cacao et du chocolat ont tenu encore cette année leur promesse de mobilisation. Ces journées instituées par le Conseil café cacao pour maintenir la veille autour des produits stratégiques, le café et le cacao, ont drainé les acteurs de l'écosystème de ces deux filières. Venus de San Pedro, pôle industriel du cacao, de toutes zones de production, d'Abidjan, du Ghana voisin et d'Europe, des coopératives, des usiniers, des experts, des institutionnels ont pris d'assaut les dizaines de stands dressés au parc des expositions de Port-Bouët.

A l'ouverture, des producteurs et des coopératives de café cacao ont été primés pour s'être fait distinguer à travers des tonnages records ou leur expertise innovante qui permet de valoriser les deux spéculations. Des discours ont été également entendus. Celui de Yves Koné, Dg du Conseil Café Cacao. Il a magnifié les producteurs dont « le rôle essentiel est très souvent minimisé ». « Le cacao est l'âme de notre nation », a-t-il déclaré avant de passer en revue les actions menées par le CCC pour une valorisation des producteurs au nombre d'un million en Côte d'Ivoire, selon lui. Il caresse pour la filière l'espoir d'un avenir meilleur au regard des réformes.

Le ministre Adjoumani a dépeint une situation reluisante pour la filière où le kilo du cacao est fixé à 1500 fcf, bord champ. Un prix jamais égalé, selon Adjoumani. Si les producteurs ont été attentifs à son discours, s'ils ont été flattés, ils n'ont pas perdu de vue la problématique essentielle, un prix rémunérateur calqué sur les prix du cacao à l'international. C'est le porte-parole des producteurs primés, Silué Zana qui rappellera dans son discours, la promesse faite par Alassane Ouattara et son gouvernement. Il a plaidé pour « un prix bord champ rémunérateur en soutien à nos efforts ». Comme pour coller au thème de ces 9e journées : « pas de producteur pas de cacao ». Ce que les humoristes Papitou et Joël ont dépeint dans un sketch bien marrant. « Les blancs, ils ne vont pas au champ et c'est eux qui mangent qui chocolat » a fait rire Papitou, appelant ainsi à accorder une place de choix aux producteurs dans les politiques publiques en matière de gestion de cette filière.

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

Le Hamas et les alliés du Hezbollah pleurent la mort de Hassan Nasrallah



Le Hamas a publié une déclaration exprimant ses condoléances et sa solidarité avec le Hezbollah pour la mort de son chef Hassan Nasrallah et d'un certain nombre de hauts responsables du groupe. Le groupe militant a condamné l'assassinat de Nasrallah comme une « agression lâche », qualifiant la frappe aérienne israélienne qui l'a tué ainsi que ses associés de « crime odieux » et louant le soutien de longue date de Nasrallah aux Palestiniens. Rappe-

lez-vous : Israël et le Hezbollah sont en conflit depuis des décennies, mais les combats à travers la frontière libano-israélienne se sont intensifiés depuis les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre et l'offensive militaire israélienne qui a suivi à Gaza. Le Hezbollah a déclaré que les récents affrontements avec Israël étaient un signe de solidarité avec le Hamas et les Palestiniens tués par les bombardements israéliens. Le Hezbollah et le Hamas font partie d'une alliance plus large de groupes militants dirigée par l'Iran et couvrant le Yémen, la Syrie, Gaza et l'Irak. D'autres alliés partagent leurs condoléances : le Jihad islamique en Palestine (JIP) a fait écho aux sentiments du Hamas, déplorant la perte d'une « figure arabe et islamique géante qui a ouvert la voie de la victoire à la nation ». Ils ont déclaré que sa mort « renforcerait davantage la résistance au Liban, en Palestine et dans la région ». Le groupe a salué l'héritage de Nasrallah, comparant ses sacrifices à ceux de l'ancien chef du Hezbollah Abbas Musawi. Le puissant religieux irakien Muqtada Al-Sadr a annoncé trois jours de deuil en Irak, qualifiant Nasrallah de « compagnon sur la voie de la résistance et du défi » dans un communiqué publié samedi. Liban : L'armée israélienne annonce la mort de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah. L'armée israélienne a déclaré vers 9h00 BST que le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait été tué lors d'une « frappe ciblée » contre le quartier général central du groupe militant à Dahieh, dans le sud de Beyrouth. Le groupe soutenu par l'Iran n'a pas encore publié de déclaration en réponse aux affirmations de Tsahal. D'autres responsables du Hezbollah, dont le commandant du front sud, ont également été tués dans cette frappe, a indiqué l'armée israélienne. Le Hezbollah, ne confirme pas encore la mort de son leader, mais toutefois reconnu que le « contact » était « perdu ». Selon un bilan provisoire des autorités libanaises, l'attaque israélienne a fait six morts, 91 blessés et détruit des dizaines d'immeubles.

#AGD



Politique

Amélioration de l'accès aux logements sociaux et économiques : Le gouvernement apporte des solutions pour réduire le déficit

La Journée mondiale de l'habitat célébrée le 1er lundi du mois d'octobre offrira au gouvernement l'occasion de marquer la nouvelle étape qui s'ouvre dans l'accès au logement avec le lancement du programme d'urgence de construction de 25 000 logements. Ce programme redonne de l'espoir aux populations. «Depuis que j'étais étudiant, mon ambition était d'avoir un jour une maison. C'était une aspiration. Pour moi, louer une maison à vie est une forme de prison. Je tiens à remercier le gouvernement qui à travers des exonérations a fait de mon aspiration une réalité », indique Paul Patrick Godji, acquéreur d'un logement social à Bingerville. Théodore Konan Kouadio lui a déboursé la somme de 8,4 millions pour l'achat de sa maison et entrepris quelques travaux annexes. « Sans ce projet du gouvernement, de nombreux citoyens comme moi n'auraient jamais pu acquérir un toit », se réjouit ce bénéficiaire qui vit désormais dans sa maison à Songon.

Siaka Traoré est aussi un acquéreur de logement social dans la commune de Bingerville. Il se dit heureux de vivre dans un cadre viabilisé avec sa petite famille.

Tous sont bénéficiaires du Programme présidentiel de logements sociaux et économiques mis en place en 2012. Nous les avons rencontrés, il y a quelque temps. «Le Programme présidentiel de construction de logements sociaux et économiques a permis de réaliser environ 30 000 logements répartis sur plusieurs sites et qui font l'objet de remise de clés de façon progressive et selon que les conditions d'habitabilité sont réunies. C'est dans ce contexte que plus de 5 000 clés ont été remises à des souscripteurs sur le site de Songon en mars 2023 », a indiqué le jeudi 09 novembre 2023, le directeur du Logement et de l'aménagement foncier, Sylvain Gbongué Tia, au cours du Gouv'Space du CIGC. Les actions du gouvernement ont porté sur la mise à disposition des promoteurs, du foncier sécurisé. Ainsi, 1 000 hectares ont été mobilisés. Notamment à Songon Kassemblé (439 ha), Bingerville (40 ha), Modeste (80ha), Jacquerville (116 ha) sans oublier l'intérieur du pays. En Côte d'Ivoire comme dans de nombreux pays, l'aspiration à la propriété immobilière demeure forte. Conscient de l'importance d'un logement décent et abordable comme moteur du développement urbain durable, le gouvernement a mené plusieurs réformes de l'écosystème pour redynamiser le Programme présidentiel de logements sociaux et économiques. Ces ajustements ont abouti à l'élaboration du Programme d'urgence de construction de 25 000 logements sociaux et économiques. « Avec le programme d'urgence, l'État passe



désormais du rôle de facilitateur qu'il a joué jusqu'à présent, à un rôle plus actif et plus direct dans la production de logements sociaux et économiques (...). Il s'agit d'une mutation profonde et significative du Programme présidentiel de logements sociaux et économiques, qui devient plus que jamais, un programme qui adresse plus efficacement les besoins des populations les plus vulnérables », a expliqué le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné. « Les solutions aux problèmes de logement en Côte d'Ivoire vont changer radicalement pour le bien des populations », a assuré le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, le 4 juillet 2024 au lancement du programme d'urgence de construction de 25 000 logements à Yopougon. Ce projet de 25 000 unités Abidjan et dans quatre villes de l'intérieur (Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro) piloté par le gouvernement suscite de grands espoirs au sein de la

population. La première phase de ce programme lancée à la cité Bae de Yopougon, concerne 800 logements construits en modèle immeuble R+9, comprenant des appartements de 3 et 4 pièces. Et le Premier Ministre était le 12 août 2024 à Akoupé-Zeudji pour le lancement des travaux de construction de 1160 logements. Le programme bénéficie de 25 ha mobilisés dans la ville d'Abidjan (dont 10 ha à la Bae-Cité policière ; 5 ha à Sicogi-Zone industrielle et 10 ha à Akoupé-Zeudji PK24) et d'environ 24 ha dans les villes de l'intérieur du pays. L'innovation majeure est le retour du système de la location-vente, en plus de la location simple. « La location-vente permet à ceux qui le souhaitent de devenir propriétaires de leur logement après une période de location, en remboursant progressivement et à des conditions avantageuses », a expliqué le Premier Ministre.

CIGC

Au Sénégal l'ancien ministre des Sports Lat Diop inculpé et écroué



Au Sénégal, il est un des premiers cadres de l'époque Macky Sall à faire face à des poursuites pour des délits économiques, et le premier ex-membre du gouvernement à être écroué. Ministre des Sports en 2023-2024, Lat Diop a été inculpé et placé en détention jeudi soir pour des accusations en lien avec son poste précédent de directeur de la Lonase, la Loterie nationale du Sénégal. Ce sont les déclarations d'un ancien patron d'une société de paris sportifs en ligne

qui ont mené Lat Diop en prison. Au cours de son audition par le nouveau pool judiciaire financier, tout juste installé, Mouhamed Dieng a déclaré avoir remis plusieurs milliards de francs CFA au PDG de la Lonase.

Des accusations repoussées par l'intéressé désormais inculpé pour extorsion, détournement et blanchiment d'argent. Son avocat, Me El Hadj Diouf, parle de délation et dénonce la violation de la durée de la

garde à vue, justifiant selon lui la nullité, qu'il demandera la semaine prochaine. Selon lui, les infractions sont « inexistantes », car aucune preuve matérielle de ces remises n'est apportée, aucun audit ni rapport de la Lonase cité. Il évoque une procédure politique, au moment où les nouvelles autorités chargent leurs devancières pour la gestion du pays.

